



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Travail
stratégique
de la FAO

**POUR CONTRIBUER
À ÉLIMINER
LA FAIM ET LA
MALNUTRITION**



PROGRAMME STRATÉGIQUE
POUR CONTRIBUER À ÉLIMINER
LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET LA MALNUTRITION

TABLE DES MATIÈRES

PAGES 4-5

ÉRADIQUER LA FAIM,
L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
LA MALNUTRITION DE NOTRE
VIVANT

PAGES 6-15

ENGAGEMENT POLITIQUE ET
ENVIRONNEMENT PROPICE
COMME POINTS DE DÉPART

PAGES 16-27

OBTENIR DES RÉSULTATS ET
MONTRER LEURS IMPACTS

**POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE TRAVAIL
STRATÉGIQUE DE LA FAO EN VUE D'ÉLIMINER LA FAIM,
L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION**

www.FAO.org/about/what-we-do/so1/fr/

<http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects/first/fr/>

<http://www.fao.org/cfs/cfs-home/fr/>

CONTACT:

SPL1@fao.org



**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU
CONGO**

Un homme arrose des
plants de légumes.

©FAO/Ubirajara Machado

MESSAGES CLÉS

La FAO aide les pays à:

- ➔ Concevoir et mettre en œuvre des stratégies et des programmes intersectoriels personnalisés pour éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes
- ➔ Établir et renforcer les mécanismes inclusifs de coordination et de gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin de garantir la cohérence des politiques et programmes

- ➔ Améliorer l'information et renforcer les capacités décisionnelles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

- ➔ Améliorer les capacités des gouvernements de financer et d'exécuter les politiques et programmes d'éradication de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

«NOTRE BUT EST D'ÉLIMINER LA FAIM DANS LE MONDE. C'EST NÉCESSAIRE POUR ATTEINDRE TOUS LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL. NOUS NE POUVONS CERTES PAS QUALIFIER LE DÉVELOPPEMENT DE "DURABLE" TANT QUE DES MILLIONS DE PERSONNES SONT LAISSÉES POUR COMPTE.»

José Graziano da Silva,
Directeur général de la FAO

ÉRADIQUER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DE NOTRE VIVANT

La lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde a connu des progrès importants au cours des 20 dernières années.

Malgré tout, la faim chronique, la sous-alimentation et les carences en micronutriments restent généralisées. Quelque 793 millions d'individus souffrent encore de faim chronique et, donnée alarmante, un sur quatre souffre de carences en vitamines et minéraux. Parallèlement, on estime que le monde compte près de 1,9 milliard de personnes en surpoids et 600 millions d'obèses et, par conséquent, à risque élevé de maladies non transmissibles d'origine alimentaire.

La coexistence de la sous-alimentation, des carences en micronutriments et de l'obésité représente le triple fardeau de la malnutrition qui comporte une série de problèmes d'ordre sanitaire, social et économique.

L'évolution de facteurs tels que la croissance démographique, la migration

vers les villes, la modification des habitudes alimentaires, des modes de vie plus sédentaires, des emplois de qualité médiocre, les conflits, le changement climatique, les

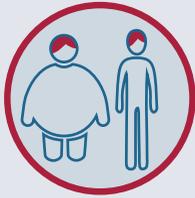
**LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET
NUTRITIONNELLE
CONTINUERONT
D'ÊTRE EN PÉRIL
SI NOUS NE
CHANGEONS PAS
NOTRE
ALIMENTATION ET
NOTRE GESTION
DES RESSOURCES
NATURELLES.**

catastrophes naturelles, la compétition pour les ressources naturelles, les obstacles auxquels sont confrontées les femmes en zone rurale pour accéder aux ressources et aux services, ne sont que quelques-uns des enjeux mondiaux qui ajoutent à la complexité du problème.

Les coûts humains, sociaux et économiques de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition pour l'ensemble de la société sont considérables en termes de perte de productivité, de santé, de bien-être, de diminution des capacités d'apprentissage et de limitation du potentiel humain, ainsi que de troubles sociaux et politiques qui sapent les efforts de développement.

Si les conditions actuelles persistent, l'objectif de développement durable visant à éliminer la faim d'ici 2030 (ODD 2) ne pourra être atteint. En effet, à moins de rendre nos systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition, de vastes segments de population, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, resteront victimes de sous-alimentation en 2030, et même en 2050.

FAIM, INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION



Aujourd'hui, **793 millions** d'individus souffrent de sous-alimentation chronique dans le monde.



98% des personnes sous-alimentées vivent dans les pays en développement.



Un tiers de la mortalité infantile est imputable à la sous-alimentation.



Plus de **2 milliards** de personnes sont victimes de «faim invisible», tandis que **600 millions** d'autres souffrent d'obésité.



La demande de nourriture devrait progresser de **60%** avec la croissance démographique mondiale (**9,7 milliards** d'habitants d'ici **2050**).



L'éradication de la faim d'ici **2030** requiert un investissement mondial supplémentaire de **267 milliards** d'USD par an.

Éradiquer la faim requiert de prendre des mesures stratégiques dans une optique multidimensionnelle. En fonction du contexte spécifique du pays, il peut s'agir d'une hausse de la productivité agricole et de l'accès aux marchés, à l'investissement dans l'agriculture familiale, les pêches artisanales et la foresterie, à la gouvernance des régimes fonciers et des ressources naturelles, au renforcement des mécanismes de protection sociale sensibles à la nutrition, au comblement de l'écart entre les sexes, à l'amélioration des mécanismes de suivi et de coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition, aux investissements

dans l'éducation, la santé, l'eau et l'hygiène, ou une combinaison des facteurs susmentionnés.

Si nous ne modifions pas notre manière de cultiver la nourriture, de gérer nos ressources naturelles et de promouvoir des moyens d'existence durables, la sécurité alimentaire et la nutrition continuera d'être menacée — en particulier pour les plus démunis de la planète.

Pour ce faire, les pays doivent traduire l'engagement politique en actions concrètes. Lorsque les systèmes alimentaires seront plus efficaces, durables et sensibles aux enjeux

nutritionnels, les pays auront tenu leur promesse d'éradiquer la faim de notre vivant.

ENGAGEMENT POLITIQUE ET ENVIRONNEMENT PROPICE COMME POINTS DE DÉPART

Les pays reconnaissent de plus en plus le rôle des systèmes agricoles et alimentaires pour remédier au cercle vicieux de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Au cours des deux dernières décennies, la voix des pays s'engageant à atteindre cet objectif s'est élevée sur la scène internationale afin de ne laisser personne de côté.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 propose une refonte mondiale des modes de production et de gestion de nos ressources naturelles en déclin. Il reconnaît que le monde ne peut plus envisager séparément la production vivrière et les ressources naturelles et que tous doivent œuvrer de concert si nous voulons libérer le monde de la faim et de toutes les formes de malnutrition d'ici 2030 (ODD 2). Nombreux sont les pays qui impliquent désormais des organisations non

gouvernementales, des entreprises et des universités au sein d'efforts conjoints, ouvrant la voie à une action régionale et nationale plus efficace.

En tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies chargée d'aider les pays à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la FAO est idéalement placée pour aider ses États Membres à renforcer leurs environnements stratégiques et institutionnels afin de traduire leur engagement politique en mesures concrètes.

LA FAO EST IDÉALEMENT PLACÉE POUR AIDER LES PAYS À TRADUIRE LEUR ENGAGEMENT POLITIQUE EN UNE ACTION CONCRÈTE.

Le travail d'appui de l'Organisation concerne quatre principaux axes:

1. POLITIQUES, PROGRAMMES ET CADRES JURIDIQUES:

soutenir les environnements propices à la sécurité alimentaire et la nutrition

2. GOUVERNANCE ET COORDINATION:

encourager une coordination plus solide et plus inclusive entre les secteurs et les parties prenantes

3. PRISE DE DÉCISIONS FONDÉES SUR DES ÉLÉMENTS PROBANTS:

veiller à ce que la formulation de politiques, de plans d'investissement et d'action repose sur une analyse et des données probantes

4. TRADUIRE L'ENGAGEMENT EN UNE ACTION CONCRÈTE:

promouvoir l'engagement politique et l'affectation de ressources adéquates afin de traduire les politiques, programmes et lois en une action concrète.



HAÏTI

Vente de riz au marché de
Pontsonde sur les rives de
l'Artibonite. ©FAO/Walter Astrada

POLITIQUES, PROGRAMMES ET CADRES JURIDIQUES

MIEUX CIBLER LES POLITIQUES EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

L'engagement des gouvernements à combattre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition se reflète dans les politiques, les investissements et la législation du pays.

La FAO aide les pays à adopter ou à redéfinir leurs politiques, stratégies, lois et plans d'investissement, tant au sein des secteurs qu'entre ceux-ci, afin de renforcer leur efficacité.

Durant les deux dernières années, la FAO, en collaboration avec différents partenaires, a aidé les pays à définir la nécessité de renforcer l'accent et la cohérence des politiques dans tous les

secteurs concernés en vue d'une meilleure sécurité alimentaire et nutrition.

Les conseils stratégiques de la FAO aux gouvernements d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Lesotho et de la Zambie en 2014-2015, par exemple, ont permis d'améliorer l'impact des politiques agricoles et de protection sociale sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

La FAO est également un partenaire actif aux échelons régionaux. Elle soutient l'Initiative Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim aux côtés de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), pour renforcer et soutenir l'engagement de la région à lutter contre la faim.

Suite à la Déclaration de Malabo adoptée en Afrique en 2014, la FAO, par le biais de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, a aidé les pays africains à produire et à mettre en œuvre une feuille de route contre la faim dans toute la région. En Asie, l'appui de la FAO a permis d'inclure les questions de nutrition dans la stratégie intégrée de sécurité alimentaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).



QUELQUES FAITS ET CHIFFRES:

> Les processus mondiaux de politique mettent en pratique le Programme 2030 par le biais du Comité de la sécurité alimentaire (CSA), de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), et de divers comités sur l'agriculture, les pêches et les forêts (COAG, COFI et COFO), qui s'attachent à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

> Plus de 70 pays intègrent la sécurité alimentaire et la nutrition dans leurs cadres de politique et programmes d'investissement, à travers le monde.

> Seize pays ont élaboré et mis en œuvre des cadres juridiques propices au droit à l'alimentation pour tous et garantissent un accès plus sûr et plus équitable aux ressources et aux actifs pour produire de la nourriture.

> Les organisations régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Commission de l'océan Indien soutiennent la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale et leur application dans les politiques nationales et les cadres légaux.

Résultats du soutien de la FAO depuis 2014.



NOS MOYENS D'ACTION: FIRST, LE NOUVEAU MÉCANISME D'ASSISTANCE AUX POLITIQUES

En 2015, un mécanisme d'aide aux politiques a été mis en place pour un engagement politique plus explicite en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable dans 34 pays. Le mécanisme baptisé FIRST (impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation) a été créé en collaboration avec l'Union européenne, partenaire de longue date en matière de développement qui partage la vision de la FAO d'un monde libéré de la

faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le programme offre une assistance en matière de politiques et de renforcement des capacités aux institutions des gouvernements nationaux et aux organisations sous-régionales chargées des questions de politique et de gouvernance de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable.

MALAWI

Améliorer la sécurité alimentaire dans les systèmes agricoles basés sur le manioc.
©FAO/Giulio Napolitano

GOUVERNANCE ET COORDINATION

AMÉLIORER LA PARTICIPATION ENTRE SECTEURS ET ACTEURS

Libérer le monde de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition exige une action à tous les échelons de la société: du consommateur au producteur, en passant par les gouvernements, les organisations de la société civile, le secteur privé et les organisations internationales.

Il est essentiel d'engager de multiples acteurs tout au long du processus pour tirer parti de leurs atouts, aligner leurs avantages comparatifs sur les priorités nationales et optimiser l'impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans l'ensemble du portefeuille de politiques, programmes et plans d'investissement.

C'est dans cette optique que la FAO travaille avec les parties prenantes aux niveaux national, régional et international afin de renforcer leurs mécanismes de gouvernance et de coordination. L'enjeu consiste à améliorer la coordination si l'on veut accomplir de réels progrès. Et aucun progrès ne peut avoir lieu sans

un environnement propice créant des incitations pour tous les acteurs, et leur permettant de prendre place autour de la table où sont prises les décisions et apporter leur contribution à la formulation des politiques et mise en application de ces décisions.

La FAO collabore actuellement avec ses partenaires par le biais de dialogues ou de mécanismes de coordination élargis. Par exemple, au Guatemala, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA), la FAO a facilité la mise en place d'un processus participatif pour formuler sa politique institutionnelle

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES:

> La coordination a été renforcée au sein et entre les plateformes mondiales telles que le CSA, SUN, CIN2 et le Programme 2030 et diverses autres initiatives mondiales et régionales.

> Cinq Fronts parlementaires régionaux et sous-régionaux et 17 Fronts parlementaires nationaux ont été créés en Amérique latine et aux Caraïbes. Ils servent de tribunes de dialogue et de discussion pour progresser en matière d'éradication de la faim dans leurs pays et régions.

> Dans le Pacte de Milan, 130 villes ont accordé la priorité aux politiques alimentaires dans leur agenda, en s'engageant avec différents acteurs urbains, tels que les universités, les organisations de la société civile et les entreprises, à réduire les gaspillages alimentaires, à accroître l'accès à une nourriture saine et à soutenir la production locale.

> Plusieurs pays (Guatemala, Liberia, Malawi, Mongolie, Myanmar, Népal, Ouganda, Sénégal et Sierra Leone) ont mis en place des plateformes multipartenaires pour intégrer dans

leurs politiques les principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

> Treize pays ont inclus la reconnaissance du droit à l'alimentation dans leur constitution suite à l'adoption des Directives sur le droit à l'alimentation en 2004.

Résultats du soutien de la FAO depuis 2014



NOS MOYENS D'ACTION: LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA)

en matière d'égalité des sexes et de son cadre stratégique de mise en œuvre à l'horizon 2023. Cela représente une avancée remarquable pour le pays, la formulation de cette politique donnant voix au chapitre aux principaux groupes de la société civile, y compris ceux des femmes autochtones rurales guatémaltèques.

L'Organisation travaille également avec plusieurs initiatives mondiales, telles que le mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition, Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, les suites données à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), la Commission des ressources génétiques et le Comité des pêches (COFI), afin d'améliorer et renforcer la cohérence entre les initiatives de politique en cours à l'échelle mondiale et les politiques, programmes et plans d'investissement locaux liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Le CSA est une plateforme internationale et intergouvernementale où toutes les parties prenantes œuvrent ensemble et de façon coordonnée à l'élimination de la faim. La session plénière annuelle sert de tribune inclusive sur les grandes questions liées à la sécurité alimentaire et la nutrition. L'issue de ces débats aboutit à des recommandations politiques basées sur un consensus qui peuvent prendre la forme de directives volontaires ou de principes directeurs propres à aider les parties prenantes à atteindre leurs objectifs. Le processus d'élaboration des produits du CSA, inclusif et fondé sur des éléments concrets, et leur approbation officielle par un organe légitime des Nations Unies, constituent le cadre de base pour une mise en œuvre efficace par toute une gamme d'acteurs aux niveaux mondial, régional et national.

Citons par exemple comme produit du CSA les **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGTT)**, entérinées par le CSA en 2012. Ces directives ont vocation à servir de document de référence et à fournir des indications qui permettent

d'améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le but ultime d'atteindre la sécurité alimentaire nationale.

Un autre exemple de processus mondial de politiques est celui **des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale**, qui ont été adoptées par le Conseil de la FAO en novembre 2004. Depuis, de nombreux gouvernements et organisations de la société civile utilisent ces Directives pour créer «un environnement propice à la concrétisation de ce droit à l'alimentation dans la dignité, et pour mettre en place des filets de sécurité appropriés à l'intention de ceux qui n'ont pas les moyens de se nourrir»*, ciblant en priorité les plus vulnérables dans la conception et la mise en œuvre des politiques, et adoptant des principes tels que la participation, la responsabilité financière, la non-discrimination, la transparence, la dignité humaine, l'autonomisation et le régime de droit.

*Directives sur le droit à l'alimentation, page iii.

DES DÉCISIONS FONDÉES SUR DES ÉLÉMENTS PROBANTS

AMÉLIORER L'INFORMATION POUR DE MEILLEURES DÉCISIONS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

Pour une action ciblée sur l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, il faut une connaissance partagée des causes profondes de ces privations.

Et parvenir à une communauté de vues est souvent entravé par une information peu fiable, fragmentée ou inexistante, ou le manque d'informations tout court sur les contributions des différents secteurs et acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les décisions éclairées reposent sur des éléments probants – fondés sur des données, statistiques et informations fiables – et une analyse solide. Cette dernière, en revanche, requiert non seulement la capacité d'analyser l'information disponible, mais aussi de bonnes aptitudes de communication pour informer les décideurs. En même temps, il est crucial de comprendre les politiques, programmes, législations et investissements en place dans le pays pour suivre et évaluer leur véritable impact sur la réduction des taux de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Définir le cadre de la situation alimentaire et nutritionnelle d'un pays n'est pas chose aisée. Des données et informations rigoureuses sur la contribution des secteurs pertinents

à la nutrition, la consommation et la production alimentaires, aux systèmes de commercialisation et de distribution, aux revenus des ménages, entre autres, sont des éléments essentiels pour comprendre les multiples dimensions de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

La FAO aide les gouvernements à produire des données et des statistiques crédibles et à renforcer les

capacités d'analyse des institutions compétentes. Une grande partie de ce travail sert à veiller à ce que la formulation des politiques, des plans d'investissement et d'action repose sur l'analyse et les preuves générées.

L'Organisation aide en outre les pays à améliorer leurs capacités à suivre les progrès, à évaluer les impacts et à tirer des leçons, tout en s'assurant que leurs actions les rapprochent du but d'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. À titre d'exemple, l'Éthiopie a récemment publié son premier bilan des progrès accomplis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition après révision de ses politiques, investissements et mécanismes de coordination.

Les travaux de la FAO dans ce domaine deviendront de plus en plus essentiels pour aider les pays à suivre leurs progrès de mise en œuvre du Programme 2030. La FAO continuera à promouvoir une vision commune des solutions de sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de permettre aux pays de prendre des décisions transparentes se traduisant par de meilleures politiques et interventions visant à renforcer la sécurité alimentaire de tous leurs citoyens.

LES DÉCISIONS ÉCLAIRÉES REPOSENT SUR DES ÉLÉMENTS PROBANTS – FONDÉS SUR DES DONNÉES, STATISTIQUES ET INFORMATIONS FIABLES- ET UNE ANALYSE SOLIDE.



QUELQUES FAITS ET CHIFFRES:

- > Vingt-cinq pays ont adopté le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), voulu par un Partenariat mondial de 12 agences de sécurité alimentaire, qui soutiennent également la mise au point de protocoles pour la classification des degrés de gravité et d'ampleur de l'insécurité alimentaire, notamment la classification IPC de l'insécurité alimentaire chronique.
- > L'échelle des expériences de l'insécurité alimentaire (FIES) mesurant la gravité de l'insécurité alimentaire sur la base du ressenti direct des individus a été

appliquée dans plus de 145 pays. Les gouvernements sont maintenant en train d'adopter la méthodologie dans leurs enquêtes auprès des ménages.

- > Une série d'indicateurs, d'outils et de méthodologies a été produite pour appuyer l'utilisation de preuves en vue de décision informées aux niveaux national, régional et mondial. Citons notamment l'Outil général FAO/OMS de collecte de données sur la situation alimentaire individuelle, l'Outil d'analyse des prix des aliments du Système mondial d'information et d'alerte rapide, le Module de sécurité alimentaire ADePT, la Base de données

mondiale INFOODS sur la composition des aliments (poissons et crustacés), le Module Forêts de l'Étude sur la mesure des niveaux de vie.

- > La FAO a aidé plus de 50 pays à développer leurs capacités nationales de suivi, d'analyse, de communication et d'exploitation des données et informations pertinentes de sécurité alimentaire et de nutrition pour des processus décisionnels améliorés.

Résultats du soutien de la FAO depuis 2014.

TRADUIRE L'ENGAGEMENT EN UNE ACTION CONCRÈTE

TRADUIRE L'ENGAGEMENT EN UNE ACTION CONCRÈTE

Pour traduire leurs politiques et plans d'investissement en action, les pays doivent mobiliser des ressources financières accrues pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le rôle de la FAO consiste à aider les gouvernements à évaluer leurs besoins de financement pour mettre en œuvre leurs plans et politiques. Une fois ce point éclairci, la FAO les aide à cartographier les ressources existantes et à accroître la mobilisation des fonds. Les gouvernements reçoivent une assistance continue sous la forme d'un suivi des flux de ressources vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Une mise en œuvre efficace requiert le renforcement des capacités humaines et organisationnelles des institutions chargées de sécurité alimentaire et de nutrition. La FAO aide les pays à entreprendre des évaluations des besoins de capacités et à développer les capacités institutionnelles pour traduire les politiques et plans en actions concrètes. La FAO utilise également des outils d'apprentissage pour mobiliser une masse critique de professionnels et d'organisations à l'échelon national.

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES:

- > Douze universités, dont six en Afrique, ont adopté le cours en ligne ENACT (Éducation pour une nutrition efficace en Action) dans leurs programmes.
- > Plus de 20 pays ont reçu une aide en matière de planification

des investissements dans l'agriculture sensible à la nutrition (voir encadré).

- > Plus de 16 pays ont reçu un appui par le biais du Programme de suivi et d'analyse des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (MAFAP).

Résultats du soutien de la FAO depuis 2014.

VIET NAM

Un pisciculteur et ses cages à poissons.
©FAO/Pham Cu

DES INVESTISSEMENTS SENSIBLES À LA NUTRITION

La FAO aide les pays à investir dans tout un éventail de secteurs: agriculture, élevage, pêches et forêts, développement des chaînes de valeur, infrastructures et services ruraux, réduction de la pauvreté et mécanismes de protection sociale. Insérer les questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans la conception et la mise en œuvre de ces programmes d'investissement leur permet d'être mieux à même de réduire la faim et diverses formes de malnutrition. Cela signifie mettre les besoins nutritionnels des consommateurs au centre des

investissements et cerner les divers points d'entrée par lesquels ces investissements peuvent produire des avantages nutritionnels. La FAO travaille avec les institutions internationales de financement qui partagent le même but. La FAO a mis au point des outils pour renforcer les capacités des pays, notamment une liste de contrôle pour améliorer l'impact nutritionnel des Programmes d'investissement dans l'agriculture, un recueil d'indicateurs agricoles sensibles à la nutrition et des modules d'apprentissage en ligne.

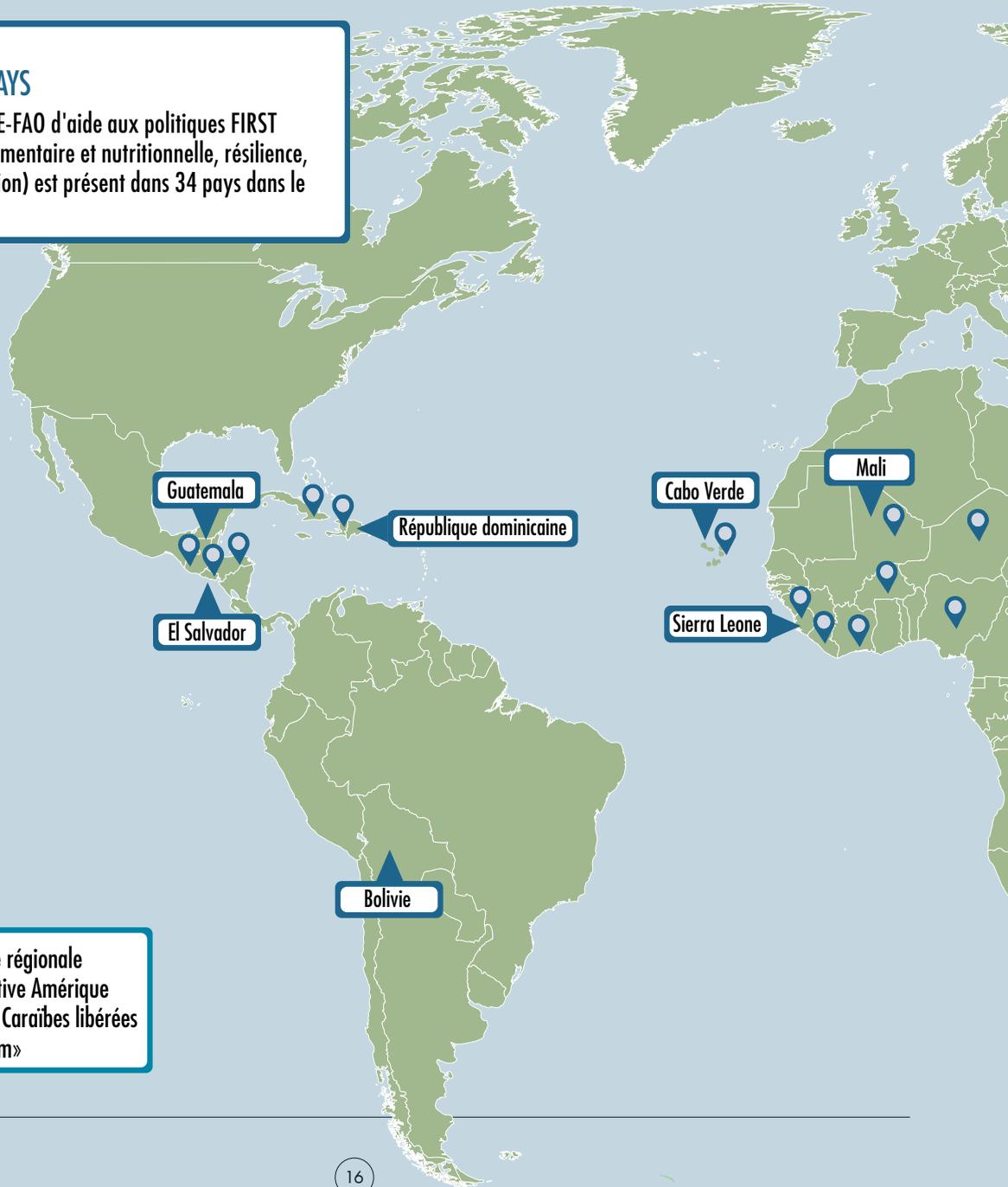


OBTENIR DES RÉSULTATS ET MONTRER LEURS IMPACTS



IMPACT MULTI-PAYS

Le mécanisme conjoint UE-FAO d'aide aux politiques FIRST (impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation) est présent dans 34 pays dans le monde. (Voir page 9)



Initiative régionale
«L'Initiative Amérique
latine et Caraïbes libérées
de la faim»

En étroite collaboration avec ses partenaires, la FAO s'attache à contribuer à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les pays et les régions du monde, comme le montrent les **exemples suivants**.



INITIATIVES RÉGIONALES

Le rôle de la FAO sur le terrain est essentiellement celui de faciliter la mise en pratique en renforçant la programmation, les mécanismes et les capacités d'exécution des régions pour mettre un terme à la faim d'ici 2030.

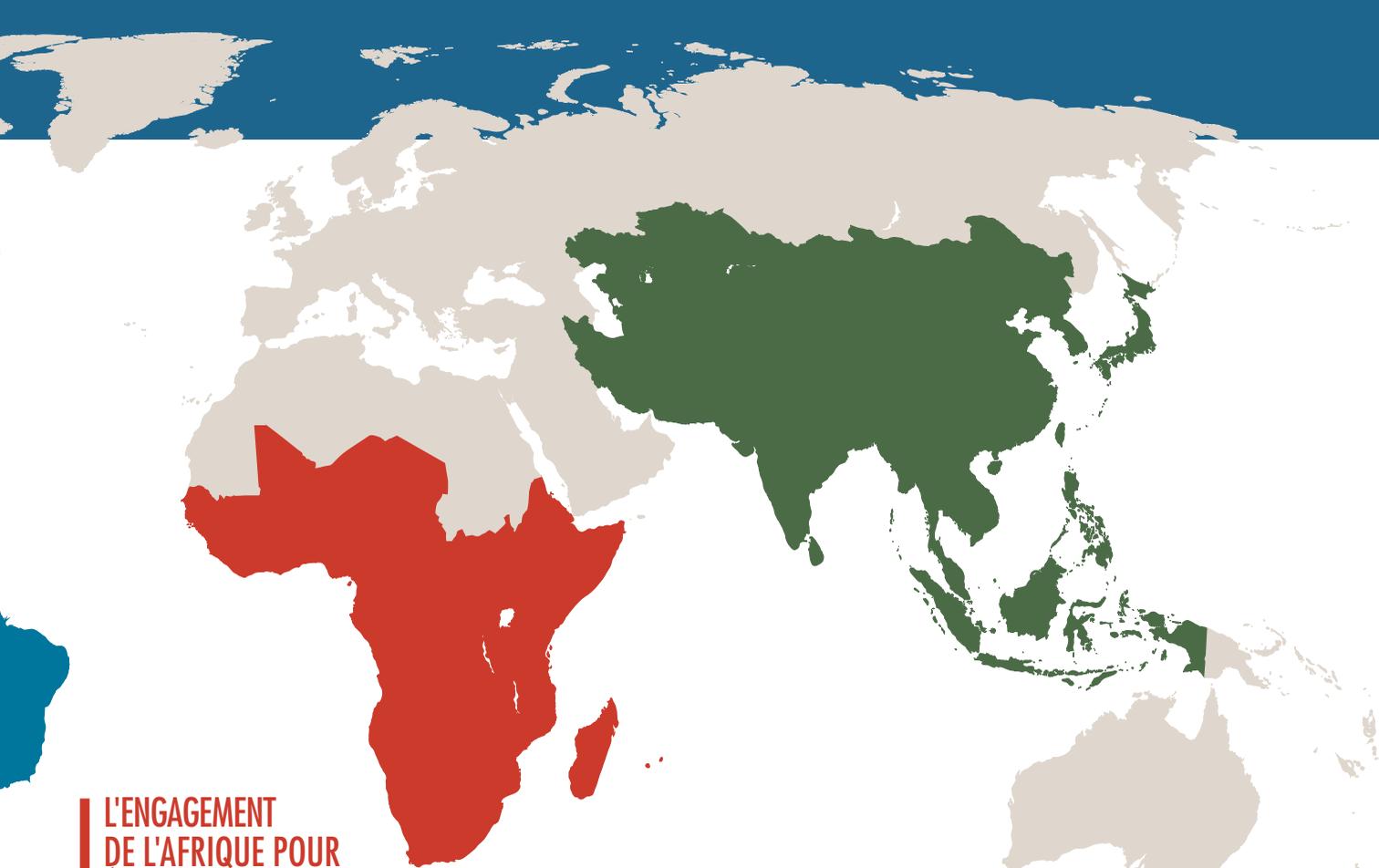
Trois Initiatives régionales de la FAO en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont pour vocation de renforcer les interventions des pays dans ces régions pour atteindre le Défi Faim zéro au cours des 20 prochaines années. Dans chaque région, la FAO travaille en étroite collaboration avec un vaste éventail de parties prenantes comprenant notamment des organisations interrégionales, des organisations non gouvernementales, des associations et des organisations communautaires déjà engagées dans la lutte contre la faim.

TROIS INITIATIVES RÉGIONALES DE LA FAO VISENT À RENFORCER LES MESURES PRISES PAR LES PAYS POUR RELEVER LE DÉFI FAIM ZÉRO.

INITIATIVE AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES LIBÉRÉES DE LA FAIM

L'Amérique latine et les Caraïbes ont fait le vœu de faire en sorte que la génération présente d'enfants, de femmes et d'hommes soit la première à être libérée de la faim. En 2005, la région s'est engagée à mettre un terme à la faim d'ici 2025 et est la première et seule région à avoir atteint l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire les taux de la faim et le but, plus ambitieux encore, du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996 consistant à réduire de moitié le nombre absolu de personnes sous-alimentées.

Des plans de haut niveau comme le Plan de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC, 2025) pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éradication de la faim, ont été couronnés de succès et sont encourageants pour d'autres régions.



L'ENGAGEMENT DE L'AFRIQUE POUR ÉLIMINER LA FAIM D'ICI 2025

En Afrique, la FAO fournit aux gouvernements une expertise technique pour leurs politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition par le biais du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Les pays reçoivent une aide en termes de renforcement des capacités et de coordination intersectorielle pour rendre compte des investissements et pour une meilleure exécution des programmes. Le but est d'accélérer et d'ajouter de la valeur aux efforts régionaux et nationaux. La Déclaration de Malabo sur la «Croissance accélérée de l'agriculture et une transformation pour une prospérité partagée et des moyens d'existence améliorés» et sa vision d'éliminer la faim en Afrique d'ici 2025, est mise en œuvre par de nombreux pays africains aujourd'hui.

D'autres efforts sont canalisés vers la mise en place d'un Centre africain qui facilitera l'apprentissage et l'innovation parmi les décideurs et les praticiens africains dans leurs travaux sur les questions de sécurité alimentaire.

LE DÉFI FAIM ZÉRO DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Avec le lancement du Défi Faim zéro en 2013, la FAO et ses partenaires des Nations Unies ont préparé un «Cadre d'orientation régional pour la réalisation du Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique», invitant chacun à entretenir cette dynamique. Pour venir en aide aux pays, la FAO pilote l'Initiative régionale d'appui au Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique.

Au Bangladesh, par exemple, l'Initiative présente un plan d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition, forte des succès remportés avec le programme de renforcement des capacités en politiques alimentaires.

Il est tout aussi important pour la FAO de renforcer les capacités de mesure et de calcul de la sous-alimentation dans la région, d'améliorer la nutrition des enfants afin que le retard de croissance appartienne au passé.

SUR LE TERRAIN

BOLIVIE: GARANTIR LE DROIT À L'ALIMENTATION POUR LES ENFANTS ET LES AGRICULTEURS



Dans de nombreux pays, le retard de croissance et la malnutrition empêchent les enfants d'aller à l'école, et ils sont exclus d'un avenir meilleur. Le niveau

de sous-alimentation en Bolivie est le plus élevé d'Amérique du Sud avec 15,9 pour cent, et un enfant sur trois souffre de retard de croissance – chiffre qui n'a que très légèrement baissé au cours des 10 dernières années. La FAO a récemment aidé le gouvernement à élaborer une nouvelle loi pour l'alimentation scolaire qui garantit des repas aux élèves, donne une définition claire des responsabilités et crée un cadre pour un programme de nutrition durable dans les écoles. La loi contribue également à traiter les causes profondes de la pauvreté et de la malnutrition en créant des opportunités pour les agriculteurs. En soutenant le Front parlementaire contre la faim

et l'Université de San Andrés, la FAO a facilité la participation des acteurs nationaux et régionaux à ce processus législatif et dispensé un appui technique ciblé et un renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. En même temps, les instances nationales ont créé un espace de dialogue pour veiller à l'assimilation et à l'acceptation de la nouvelle loi. La loi a été officiellement adoptée en 2014 et est désormais considérée comme un des piliers de l'engagement de la Bolivie dans la lutte contre la faim.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: UN PAS EN AVANT DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM



La République dominicaine est un des pays qui a atteint la cible consistant à réduire au moins de moitié le nombre de personnes victimes de la faim, mais 1,3 million de Dominicains souffrent encore, malgré tout, de faim chronique. Afin d'améliorer la réponse nationale,

une loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été élaborée avec l'appui de la FAO. La législation, qui a été approuvée en juin 2016 par la Chambre des Députés de la République dominicaine, est un pas fondamental vers l'éradication de la faim et de la malnutrition dans le pays. Cette nouvelle loi est le fruit de cinq ans de travail collectif – législateurs, techniciens, responsables gouvernementaux, organisations sociales et communautaires, agriculteurs et autres membres des secteurs de gestion, de production et de contrôle des aliments. La loi a abouti à la création du Système national pour la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui facilite

la conception et la mise en application de toutes les politiques, programmes et projets pertinents dans le pays, suivant une approche fondée sur les droits de l'homme. Avec cette nouvelle législation, la République dominicaine rejoint le groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dotés de lois nationales sur la sécurité alimentaire, notamment l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Mexique.



GUATEMALA

Potager familial à San Martín Jilotepeque.
©FAO/Marvin Urizar

GUATEMALA: PROMOUVOIR LA PARITÉ HOMMES-FEMMES



En juin 2015, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation est devenu le premier ministère du pays à se doter d'une politique dédiée en matière d'égalité entre les sexes. Il a ratifié sa Politique institutionnelle décennale pour

l'égalité entre les sexes et son cadre stratégique pour la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural. Un groupe de travail multipartenaires sur l'égalité des sexes facilité par la FAO et d'autres organismes des Nations Unies, a vu des partenariats entre le gouvernement et la société civile dans le développement rural cibler les moyens d'alléger le fardeau des femmes rurales et des populations autochtones. La nouvelle politique veille à faire entendre les voix des femmes et des hommes dans les processus de développement rural, et à garantir leur accès à une assistance technique agricole et à d'autres ressources productives.

Cela représente une étape majeure dans la mise en application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dont le Guatemala est un des 189 États parties. Avec l'appui technique de la FAO, les responsables politiques guatémaltèques ont créé un environnement favorable pour tous les citoyens afin de garantir la participation équitable des femmes et des hommes à la résolution des questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans le pays.



MALI

Cours sur le terrain avec la
Coopérative de femmes Benkadi.
©FAO/Swiatoslaw Wojtkowiak

MALI: NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION



Dans le cadre du mécanisme d'aide aux politiques FIRST, la FAO a aidé le Gouvernement du Mali, et en

particulier le Commissariat chargé de la sécurité alimentaire, à formuler la nouvelle Politique nationale de sécurité alimentaire et de la nutrition. Cet effort reflète la volonté du gouvernement de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les Maliens, tout en encourageant l'utilisation durable des ressources naturelles et en trouvant des synergies avec les autres pays de la sous-région et au-delà. Le travail a démarré en 2016 avec un processus de consultation inclusif faisant intervenir les principaux acteurs et partenaires techniques, tels le groupe thématique sur l'économie agricole et rurale, outre

les ministères compétents travaillant sous l'égide du Commissariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Suite à cette consultation et à la contribution des principaux partenaires, tant au niveau national que sous-national, le projet de politique sur la sécurité alimentaire et la nutrition et un plan d'action seront soumis au gouvernement et aux principaux acteurs nationaux pour validation.

MALAWI: UTILISER LES DONNÉES PROBANTES POUR PROMOUVOIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION



Les manifestations du changement climatique sont multiples: modification

des régimes de précipitations, inondations, sécheresses et périodes sèches prolongées – autant de facteurs qui influent négativement sur la sécurité alimentaire au Malawi. La résilience pour le développement durable a longtemps été une des principales priorités de développement du pays car un cinquième de la population souffrait d'insécurité alimentaire en 2015.

La FAO a aidé le Malawi à mesurer l'impact de deux programmes nationaux, à savoir, le Programme de transferts sociaux monétaires (SCTP) et le Programme de subvention des intrants agricoles (FISP). L'évaluation du SCTP a engendré des données probantes sur le gros impact

que la protection sociale a sur les moyens d'existence des ménages, en particulier en termes d'activités agricoles. Elle a également analysé la manière dont les décisions des ménages ont une influence sur la production agricole, la disponibilité de main d'œuvre, les comportements d'adaptation aux risques, l'accumulation d'actifs privés et autres activités rémunératrices. Les résultats de l'évaluation du FISP ont conduit le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de la mise en valeur des ressources en eau à améliorer l'impact du programme en se concentrant sur les besoins des agriculteurs pour accroître l'efficacité et optimiser la productivité.

CABO VERDE: AMÉLIORER LA GOUVERNANCE



Durant la dernière décennie, la sécurité alimentaire et la nutrition ont été au cœur des priorités de l'agenda du gouvernement. L'assistance de la FAO a facilité la coordination entre les secteurs et renforcé les cadres de politique liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le processus comprenait l'examen des

politiques existantes pour en identifier les lacunes éventuelles, la collaboration avec les multiples parties prenantes et le lancement de campagnes nationales de sensibilisation sur l'importance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du droit à l'alimentation. En conséquence, la stratégie nationale et le plan d'action sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi qu'une loi nationale sur les repas et la santé à l'école, ont été approuvés en 2015. Les bases du Programme national de repas scolaires ont également été jetées. Cette même année, le Conseil national de la sécurité alimentaire et de la nutrition nouvellement établi a adopté un plan de travail qui comprend l'élaboration d'une loi sur le droit à l'alimentation.

LES PAYS DOIVENT TROUVER LEURS PROPRES MOYENS D'ÉRADICER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION. NOUS DEVONS LES AIDER À TRADUIRE LEUR ENGAGEMENT POLITIQUE EN UNE ACTION CONCRÈTE.

MADAGASCAR: LA PISCICULTURE DANS LES RIZIÈRES, UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT



À Madagascar, la rizipisciculture joue un rôle déterminant pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales des hauts plateaux car elle ne nécessite que peu d'investissement,

restaure la fertilité du sol et fournit des protéines animales. Son développement fait partie du Programme sectoriel Agriculture, Élevage, Pêche/et du Plan national d'investissement Agriculture, Élevage, Pêche (PSAEP/PNIAEP). Avec ses nombreux avantages et ses faibles coûts de démarrage, la rizipisciculture présente un vaste potentiel d'implication de milliers de familles, et la FAO aide les organisations non gouvernementales locales à sensibiliser davantage les jeunes ruraux des collèges à ce type d'agriculture. En dépit des ressources limitées et des nombreux enjeux liés à la scolarisation dans les zones rurales, les institutions ont été très réactives et ont fourni un soutien très professionnel. Les modules de formation ont été intégrés à

des activités parascolaires, ce qui a abouti à un transfert efficace de connaissances en pratiques de rizipisciculture. Forte de ce succès, la FAO a lancé une deuxième phase dans le cadre du Programme SmartFish couvrant 88 écoles rurales situées à proximité des producteurs d'alevins. Deux cent quatre-vingts enseignants aident 12 000 élèves à se former en rizipisciculture et continuent à suivre ceux qui deviennent des cultivateurs.

SIERRA LEONE: DES POLITIQUES AUX RÉSULTATS



Après l'approbation des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire (VGGT) par le Comité de la sécurité alimentaire

mondiale, la FAO a commencé à aider les pays pour leur mise en œuvre. Elle a aidé le gouvernement à mener une évaluation des politiques, stratégies et lois nationales pertinentes par rapport aux principes et aux dispositions des Directives VGGT, en mettant l'accent sur l'égalité entre les sexes. En 2015, la Politique foncière nationale et les Stratégies sur la pêche ont été adoptées, incorporant les principes VGGT. Tous les acteurs de secteurs divers ont pris part au processus. L'appui technique de la FAO a été essentiel pour mettre en place un cadre institutionnel propice au dialogue entre tous les acteurs. Le cadre sert désormais de plateforme où la FAO et les partenaires de développement

regroupent leur appui technique dans l'élaboration des politiques, stratégies et lois liées à la gouvernance des régimes fonciers. Grâce à la promotion régulière du dialogue entre les partenaires impliqués, le mécanisme du cadre institutionnel aboutit à une meilleure cohérence des politiques pour de meilleurs résultats de sécurité alimentaire et de nutrition.



MYANMAR

Un agriculteur récolte son riz à Warcha.
©FAO/Hkun Lat

MYANMAR: RÉFORME DU SYSTÈME FONCIER



Au Myanmar, le mécanisme FIRST d'aide aux politiques évalue les liens entre politiques agricoles et foncières et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette activité

s'aligne parfaitement sur les priorités du gouvernement nouvellement élu, à savoir, l'accès à la terre et la sécurité foncière. Lors du lancement du programme FIRST en 2015, les décideurs étaient en train d'élaborer une nouvelle politique et un cadre juridique sur le foncier. Grâce à FIRST, la FAO a fourni une assistance technique et un encadrement pour la mise en œuvre de la nouvelle Politique nationale d'utilisation des terres récemment adoptée et sur le contenu des nouvelles dispositions juridiques et programmes. Un certain nombre de recommandations ont été formulées à l'intention des

décideurs pour garantir les droits coutumiers et les droits fonciers des femmes, conformément aux principes énoncés dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT).

NÉPAL: UNE MEILLEURE LÉGISLATION POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

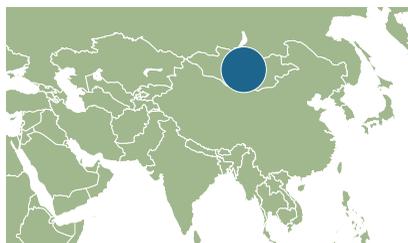


Au cours des dernières décennies, la FAO a aidé le Népal à créer des politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Le Gouvernement népalais poursuit ses réformes suite à des années de conflit et au séisme qui a frappé le pays en avril 2015. La FAO a fait prendre conscience aux principaux acteurs l'importance de la connaissance, de la promotion et du suivi du droit à l'alimentation dans les instruments législatifs et politiques. Les efforts de coopération sont axés sur des approches innovantes de développement agricole ainsi que sur le relèvement des activités agricoles interrompues par le tremblement de terre. L'inclusion du droit à l'alimentation en tant que droit de l'homme fondamental dans la nouvelle

Constitution (2015), l'engagement récent du gouvernement à relever le Défi Faim zéro d'ici 2025, l'élaboration de la toute première Politique de sécurité alimentaire du Népal, l'adoption en 2014 d'une Stratégie de développement agricole sur 20 ans favorisant le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire dans les instruments législatifs, ainsi que la formulation du Plan d'action national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, sont quelques-uns des résultats obtenus grâce à cet effort conjoint.

MONGOLIE: DROITS FONCIERS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



La FAO a aidé le Gouvernement de Mongolie à établir un cadre institutionnel multipartenaires qui a mis en place une plateforme nationale pour faciliter la participation de tous les groupes d'acteurs concernés aux processus stratégiques et juridiques nationaux. Cette plateforme a pu exploiter la coordination existante entre le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et une organisation non gouvernementale locale, la «People Centered Conservation

in Mongolia» (PCC). Les participants ont examiné des thèmes relatifs à la gouvernance des ressources naturelles en Mongolie, tels que le pastoralisme, les marchés et la résolution de conflits. Ils défendent désormais l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT) en Mongolie. Les principaux résultats du travail de coordination ont abouti à la formulation d'un nouveau projet de loi sur les pâturages et à la révision des politiques, lois, institutions et administrations de tenure forestière contre les principes VGGT.

CE N'EST QUE LORSQUE TOUS LES ÊTRES HUMAINS, AUX QUATRE COINS DE LA PLANÈTE, SERONT EN MESURE DE CONCRÉTISER LEUR DROIT À UNE ALIMENTATION ADÉQUATE QU'UN MONDE PLUS PACIFIQUE SERA POSSIBLE. À CONDITION TOUTEFOIS QU'UN VASTE ENGAGEMENT SOIT PRIS.

NÉPAL

Une mère et son fils
s'occupent de leurs chèvres.
©FAO



Les appellations employées et la présentation des données dans ce produit d'information n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'Organisation des Nations Unies (FAO) au sujet du statut juridique ou le développement de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou du tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés spécifiques ou de produits de fabricants, brevetés ou non, n'implique pas que ceux-ci ont été approuvés ou recommandés par la FAO avec une préférence par rapport aux autres de même nature qui ne sont pas mentionnés.

©FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion du matériel de ce produit d'information. Sauf indication contraire, ce matériel peut être copié, téléchargé et imprimé pour usage privé, de recherche et d'enseignement, ou pour une utilisation non commerciale produits ou services, pourvu qu'une reconnaissance appropriée de la FAO comme source et le titulaire du droit d'auteur est donnée et l'endossement de la FAO des utilisateurs vus, produits ou services n'est pas implicite en quelque sorte. Toute demande pour les droits de traduction et d'adaptation et pour la revente et autres droits d'utilisation commerciale doit être adressée à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site Web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par l'intermédiaire de publications-sales@fao.org.

Imprimé sur papier
écologique.

TRAVAIL STRATÉGIQUE DE LA FAO

Ses cinq priorités ou Objectifs stratégiques représentent les principaux axes visant à aider les États membres à atteindre un monde durablement libéré de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.



Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition



Rendre l'agriculture, la foresterie, et la pêche plus productives et plus durables



Réduire la pauvreté rurale



Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces



Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Pour accomplir nos Objectifs stratégiques, la FAO poursuit cinq Programmes stratégiques exploitant les fonctions centrales de l'Organisation pour aboutir à des résultats concrets.

Nous nous engageons à aider les pays à mettre en oeuvre le Programme 2030.

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DANS LE PROGRAMME 2030

Les 17 Objectifs (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont une série de priorités mondiales adoptées par les pays en septembre 2015 pour mettre un terme à la pauvreté et à la faim, préserver les ressources naturelles de la planète et assurer la prospérité de tous ses habitants.

L'alimentation et l'agriculture touchent tous les ODD et sont au cœur même du Programme 2030.

Par une approche intégrée visant à traiter les causes profondes de la pauvreté et de la faim et la gestion durable des ressources naturelles en ne laissant personne de côté, **le travail stratégique de la FAO s'inscrit dans le droit fil des ODD.**

Notre vaste gamme d'expertise technique, notre longue expérience avec les partenaires du développement et nos compétences uniques dans la triple approche du développement durable (sociale, économique et environnementale) font de la FAO un précieux allié pour les pays en matière de mise en œuvre et de suivi des ODD.

Pour en savoir plus, consultez notre page Web sur le travail de la FAO avec les ODD. Cette page est régulièrement mise à jour avec toutes les actualités en matière d'alimentation et d'agriculture dans le Programme 2030.